

Le temps de passer à l'action!



En septembre dernier, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a été réélu minoritairement pour un 3^e mandat. Écrit noir sur blanc dans leur plateforme électorale : les libéraux s'engagent à assurer une indemnisation juste et complète pour atténuer les impacts de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et à la déterminer dès la première année de leur mandat. Comptez sur moi, nous serons là pour le leur rappeler!

Alors que l'ACEUM est en vigueur depuis juillet 2020, que les produits américains prennent leur place sur nos marchés et que les dommages financiers se font déjà lourdement ressentir, aucune annonce formelle n'a encore été faite à propos des mesures d'indemnisation pour cet accord. Certes, des promesses de compensations, il y en a eu plusieurs, et ce, dès la conclusion de l'ACEUM en 2018. Maintenant que le gouvernement Trudeau est réélu, il est temps de passer à l'action.

Nos demandes sont claires : le gouvernement fédéral doit verser des compensations directes aux producteurs, définir les modalités de ces versements, annoncer les montants pour chaque année et inclure les crédits totaux du montant des compensations dans le prochain budget. L'indemnisation doit comprendre les pertes de marchés, mais aussi les coûts additionnels de l'élimination de la classe d'ingrédients et du plafonnement des exportations.

Rappelons que l'accord conclu avec les États-Unis et le Mexique a de lourdes conséquences économiques pour le secteur laitier. D'abord, l'ACEUM prévoit un accès additionnel de 100 000 tonnes de produits laitiers, soit l'équivalent d'environ 3,9 % du marché canadien, un volume que nous étions pleinement en position de combler par nos investissements dans nos fermes. Les produits visés par ces contingents peuvent entrer à n'importe quel moment, ce qui vient perturber la gestion ordonnée de la production. La gestion de l'offre, rappelons-le également, vise à équilibrer de façon précise l'offre et la demande. L'imprévisibilité des importations rend beaucoup plus ardues l'anticipation de la demande et la planification de la production.

Mais ce n'est pas tout. Les modifications apportées à notre politique laitière pour respecter les éléments de l'ACEUM, le plafonnement des exportations de poudre de lait écrémé, de concentrés protéiques et de lait infantile ainsi que la pénalité qui y est associée, génèrent aussi d'importants coûts additionnels. C'est indéniable : cet accord est venu fragiliser l'environnement d'affaires en créant de l'incertitude et des limites commerciales. En acceptant le seuil d'exportation de 35 000 tonnes pour la poudre de lait écrémé et les concentrés protéiques, le gouvernement a lourdement restreint notre capacité à valoriser les solides non gras (SNG) sur les marchés internationaux, tout en amputant le Canada d'une partie de sa souveraineté en ayant augmenté les obligations de transparence et introduit la consultation des Américains dans nos processus décisionnels. Le gouvernement fédéral nous a mis des bâtons dans les roues en amplifiant notre problème de surplus de SNG, intensifié aussi par les tendances de consommation pour des produits laitiers riches en gras, comme la crème et le beurre, et le recul du lait à boire.

Pour faire face à ce défi structurel, l'industrie entière fera des efforts. La mise en place de notre nouvelle politique de paiement des composants à la ferme en aout dernier est un bon exemple d'action concrète. Les transformateurs devront

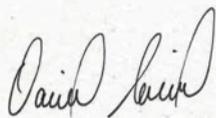
Certes, des promesses de compensations, il y en a eu plusieurs, et ce, dès la conclusion de l'ACEUM en 2018. Maintenant que le gouvernement Trudeau est réélu, il est temps de passer à l'action.

aussi contribuer en augmentant leur capacité de transformation et en trouvant de nouveaux débouchés pour les SNG. Mais nous ne pouvons y arriver seuls! Cela demande d'importants investissements. Nous avons besoin de l'aide des gouvernements. Leur engagement et leur appui sont nécessaires pour assurer la vitalité de notre secteur.

D'autant plus que les répercussions négatives de l'ACEUM ne sont pas les seules au tableau. Je pense ici aux conséquences de la crise de la COVID-19, à la hausse fulgurante des coûts de production, à l'instabilité du prix du lait liée à la baisse des prix mondiaux et aux deux autres accords commerciaux en vigueur, soit l'Accord économique et commercial global (AECG) et l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), qui représentent des pertes annuelles moyennes perpétuelles de ventes de lait à la ferme de 450 millions de dollars. Oui, le programme d'indemnisation annoncé par le gouvernement pour ces deux accords permet d'éponger une partie des pertes, mais non, il ne nous redonne pas la croissance de marché que nous étions en position de combler pleinement avec nos fermes.

Petit à petit dans les dernières décennies, les décisions prises par les gouvernements sont venues fragiliser notre modèle agricole et notre production. L'incertitude et les chocs économiques que nous vivons sont attribuables à une suite de décisions gouvernementales prises au détriment des producteurs de lait. La porosité de nos frontières et ses problèmes de contournement pour l'importation de concentrés protéiques, de lait diafiltré, d'huile de beurre, pour ne nommer que ceux-là, les accès au marché concédés dans les accords de l'OMC, puis dans trois accords bilatéraux, et j'en passe, ont tous eu des répercussions graves pour les producteurs laitiers.

Nous avons besoin de stabilité. Nous avons aussi besoin d'un gouvernement engagé dans la protection et le maintien de la gestion de l'offre. Le gouvernement doit respecter sa promesse de ne plus faire de concessions dans les prochains accords de libre-échange. Ce serait bon pour nos entreprises, pour les consommateurs canadiens, mais aussi pour l'ensemble de l'économie des régions. Les montants investis et les compensations versées sont dépensés chez nous, au bénéfice de notre économie et de notre autonomie alimentaire. Il ne faut pas l'oublier : ce sont des milliers d'emplois et des millions en retombées économiques qui sont liés à l'industrie laitière. Notre secteur a trop souvent été sacrifié par le gouvernement fédéral ces dernières années. Il est désormais temps de nous donner les outils pour assurer notre durabilité et de passer de la parole aux actes.



DANIEL GOBEIL
président